ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 19 février 1946.

H. GAUDILLOT.

Marchandises d'importation

ARRETE N° 142 AE./3 du 20 février 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo, et création d'assemblées représentatives;

Vu l'arrêté du 16 avril 1924;

Vu la loi du 14 mars 1942;

Vu l'arrêté général 2774 SE. du 7 août 1942;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter de la publication du présent arrêté et jusqu'à nouvel ordre, sont bloquées les marchandises suivantes récemment débarquées du s/s « *Medie II* » — savoir :

Tous tissus, fil, articles de bonneterie

Eau Perrier, champagne, apéritifs et liqueurs

Brosses à dents, lames rasoir

Lait condensé, évaporé

Compotes pommes, purée de carottes, haricots, petits pois

Filets de poissons; coutellerie, cigarettes toutes marques

Eau de Cologne, parfumerie en flacons d'une contenance supérieure à 200 cm³.

Farine, sucre.

ART. 2. — Les ventes seront effectuées suivant modalités fixées par le chef du bureau économique.

ART. 3. — Toute infraction au présent arrêté est passible des sanctions de la loi du 14 mars 1942.

ART. 4. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, des P.T.T. et tous lieux publics.

Lomé, le 20 février 1946.

H. GAUDILLOT.

Régime commercial

ARRETE N° 144 Cab. du 21 février 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo, et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté général N° 1042/SE. du 8 avril 1944 fixant les conditions de répartition des marchandises d'importation ensemble les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté général N° 270/SE. du 23 janvier 1946 fixant les conditions du régime commercial en A.O.F.;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont étendues au Togo les dispositions de l'arrêté général n° 270/SE. du 23 janvier 1946 fixant les conditions du régime commercial en A.O.F., avec les modifications suivantes :

1°) — ART. 2. 1^{er} alinéa. —

Au lieu de :

... et le montant des années 1940-41 affecté du coefficient 1.

Lire :

... et le montant des années 1940-41-42 affecté du coefficient 1.

2°) — ART 3. 17^e alinéa. —

Au lieu de :

... les demandes afférentes au premier semestre seront reçues jusqu'au 15 février.

Lire :

... les demandes afférentes au premier semestre seront reçues jusqu'au 15 mars.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes du Territoire.

Lomé, le 21 février 1946.

H. GAUDILLOT.

Produits oléagineux

ARRETE N° 147 AE. du 22 février 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo, et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi du 14 mars 1942 et tous textes s'y rapportant;

Vu le radiotélégramme du Gouverneur général n° c./68 SEP. en date du 31 janvier 1946;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La valeur FOB-port de Lomé et la valeur Loco Magasin Lomé des produits oléagineux de la campagne 1945-46 destinés à l'exportation hors des Territoires de l'A.O.F. sont ainsi fixées à la tonne :